

# **Impunité de Chevron en Équateur**

## **Appel urgent de la société civile internationale**

### **Communiqué de presse**

11 décembre 2020

En solidarité avec les dizaines de milliers de personnes touchées par la plus grande pollution environnementale causée en Amazonie équatorienne, plus de 240 organisations, réseaux, mouvements et syndicats, représentant plus de 285 millions de personnes au niveau international, demandent au gouvernement équatorien de faire appel devant la justice néerlandaise au sujet de la sentence arbitrale qui favorise la compagnie pétrolière Chevron.

La sentence, rendue le 30 août 2018, ordonne à l'État équatorien : d'annuler la décision rendue dans l'affaire Lago Agrio malgré le fait qu'elle ait été ratifiée par toutes les instances judiciaires équatoriennes, y compris la Cour constitutionnelle ; et d'empêcher les personnes concernées de chercher dans d'autres pays l'exécution de la décision et la réparation des dommages causés par Chevron-Exxon. En outre, elle demande à l'Équateur d'indemniser la compagnie pétrolière pour avoir "porté atteinte à son image" et pour les frais de justice après 27 ans de procédure.

Si le gouvernement de l'Équateur ne fait pas appel, ce jugement qui viole sa propre Constitution et est donc inapplicable, sera exécuté. Si la justice néerlandaise persiste à le valider, elle sera complice d'un système d'arbitrage privé international qui favorise systématiquement les sociétés transnationales, en refusant de rendre justice aux personnes touchées par les crimes des sociétés transnationales !

Cette affaire a suscité une grande inquiétude au niveau international. Si l'Équateur ne fait pas appel, cela créera un précédent important garantissant l'impunité des sociétés transnationales concernant leurs violations des droits humains, des droits collectifs des peuples indigènes et des dommages causés à la nature.

La "Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des entreprises et mettre fin à l'impunité" se joint à l'appel de 230 organisations, réseaux et syndicats sociaux, indigènes et paysans de différents pays, représentant plus de 285 millions de personnes, pour que l'Équateur fasse appel à la sentence de première instance dans le système judiciaire néerlandais, avant le 16 décembre 2020. Le gouvernement équatorien doit garder la porte ouverte à l'espoir d'un accès à la justice pour les communautés indigènes et paysannes d'Amazonie, après des décennies de lutte pour le bien commun.

Contact :

*Amérique latine, en particulier l'Équateur:* [pablofajardom@gmail.com](mailto:pablofajardom@gmail.com)

Pablo Fajardo Mendoza, UDAPT- FROMBOLIERE- ECUADOR

Cel: (+593) 0993977811

*Europe et autres pays :* [lfajardovera@gmail.com](mailto:lfajardovera@gmail.com)

## **En la défense des droits des communautés indigènes et paysannes face à Chevron : Lettre ouverte au Président de l'Équateur**

Attn: Mr. Lenin Moreno  
Président d'Équateur

Cc. Mr. Iñigo Salvador  
Procureur Général d'Équateur

Cc. Mr. Luis Gallegos  
Ministre des Affaires étrangères d'Équateur

11 décembre 2020

C'est le 16 décembre 2020 que tombe le dernier délai pour l'État équatorien pour rejeter ou accepter la sentence d'un tribunal néerlandais, concernant l'action en annulation de la sentence arbitrale rendue par un panel international privé basé aux Pays-Bas en faveur de Chevron. Cette décision ordonne à l'Équateur de bloquer l'exécution de la sentence ratifiée par toutes les instances judiciaires du pays et d'empêcher les communautés indigènes et paysannes affectées par les opérations pétrolières de la société transnationale de faire exécuter la sentence équatorienne pour la réparation des dommages causés en Amazonie équatorienne. Si l'État équatorien accepte la sentence néerlandaise, il devra indemniser Chevron à hauteur d'une somme de centaines de millions de dollars, pour les "dommages causés à son image et les frais occasionnés par les procès menés contre elle pendant des années". Il devra également intervenir devant d'autres tribunaux pour empêcher les plaignants équatoriens d'intenter des procès contre la compagnie dans d'autres pays.

Si le gouvernement équatorien ne fait pas appel de cette décision, la sentence arbitrale restera définitive, malgré le fait qu'en mai 2019, plus de 260 organisations et réseaux sociaux représentant plus de 280 millions de membres sur les cinq continents avaient dénoncé [l'illégalité et l'inconstitutionnalité de cette décision](#). Ce verdict néerlandais mettra fin à l'espoir de justice pour les communautés concernées et consoliderait le système [SDS](#) (Investor-state dispute settlement), qui constitue une menace pour l'État de droit.

Il y a vingt-sept ans, les communautés vivant dans les provinces d'Orellana et de Sucumbíos ont engagé une procédure contre la compagnie pétrolière transnationale Texaco (aujourd'hui Chevron Texaco) pour les dommages culturels, sanitaires et environnementaux qu'elle a causés lors de ses activités en Équateur. Après un long procès, la justice équatorienne s'est prononcée en faveur des habitants de l'Amazonie, regroupés au sein de l'Union des personnes affectées par les opérations pétrolières de Texaco (UDAPT). Chevron a eu recours à toutes sortes de manœuvres à l'intérieur et à l'extérieur de l'Équateur pour se soustraire à sa responsabilité. Dans ce contexte, la cour néerlandaise a rejeté en première instance le recours intenté par l'Équateur pour annuler la sentence arbitrale. L'Équateur a le droit de faire appel de cette décision en deuxième instance et même d'aller jusqu'à la Cour suprême néerlandaise. L'UDAPT a écrit une [lettre](#) au bureau du Procureur général dans ce sens. Cependant, à ce jour, le gouvernement équatorien n'a pas encore manifesté son intention de faire appel.

Si le gouvernement équatorien acceptait de se soumettre aux ordres du tribunal arbitral et du système judiciaire néerlandais, sa décision aurait des conséquences graves et désastreuses. En premier lieu, elle annihilerait la lutte de plus de 30 000 habitants de l'Amazonie pour obtenir justice, étant donné que le tribunal très controversé demande que les revendications contre la compagnie pétrolière soient présentées "individuellement". Or, il est facile à imaginer que les victimes de la société transnationale n'obtiendraient jamais justice. Ne pas faire appel de la décision néerlandaise implique que le gouvernement de l'Équateur devrait céder sa souveraineté en tant qu'État en faveur d'un système de justice internationale privé, c'est-à-dire qu'il violerait de manière flagrante la Constitution de l'Équateur.

En renonçant à faire appel contre la sentence du tribunal néerlandais avant le 16 décembre, le gouvernement équatorien contribuerait à protéger les droits de Chevron, renforçant l'impunité des entreprises transnationales et ouvrant la porte à l'augmentation de pressions et menaces à l'encontre des plaignants, comme cela s'est déjà produit au fil des ans. Quant à la Cour néerlandaise, il faut souligner qu'en maintenant sa position, elle deviendrait complice de la violation des droits humains des peuples indigènes et renforcerait [l'impunité des entreprises à travers une sentence arbitrale](#) impliquant qu'un autre État doive violer sa propre constitution. Cette décision serait inapplicable en Équateur.

Monsieur le Président Lenin Moreno, il est encore temps pour votre gouvernement de rejeter la décision du tribunal néerlandais et de faire appel. En cette fin d'année, vous et votre gouvernement avez entre vos mains la possibilité de rendre justice aux communautés indigènes et paysannes touchées par les opérations de Texaco (maintenant Chevron) et de sauvegarder la souveraineté de l'Équateur. Nous vous demandons instamment de faire appel de la décision néerlandaise, qui constituerait un dangereux précédent pour l'impunité des entreprises dans le monde. Ne fermez pas la porte à l'espoir des communautés équatoriennes dans leur longue bataille pour la justice et la réparation.

## Signatures

### International Level

Asociación Internacional de Juristas  
Demócratas  
CADTM International  
Corporate Accountability  
FIAN International  
FIDH – International Federation for  
Human Rights  
FOEI – Friends of the Earth  
International  
Global Atlas of Environmental conflicts  
EJATLAS  
Global Campaign to Reclaim Peoples  
Sovereignty, Dismantle Corporate  
Power and Stop Impunity.  
Global Forest Coalition  
ICID – Iniciativas de Cooperación  
Internacional para el Desarrollo  
La Via Campesina

Oilwatch International  
PSI- Public Services International  
TNI – Transnational Institute

### Regional level

Asociación Americana de Juristas  
Amigos de la Tierra América Latina y el  
Caribe -ATALC.  
CADTM – AYNA - Comité para la  
Abolición de las Deudas Ilegítimas –  
Abya Yala/Nuestra América  
COICA – Coordinadora de las  
Organizaciones Indígenas de la  
Cuenca Amazónica  
CSA – Confederación Sindical de  
trabajadoras/es de las Américas

ECCHR – European Center for Constitutional and Human Rights  
ECVC – European Coordination La Via Campesina  
EEB – European Environmental Bureau  
European Alliance for the Self-Determination of Indigenous Peoples.  
North American Indian Center of Boston  
OCMAL – Observatorio de Conflictos Mineros de América Latina  
Oilwatch Africa  
Platform of Filipino Migrant Organisations in Europe  
PSI Americas – Internacional de Servicios Públicos Américas  
Rights Action  
TMP-E – Transnational Migrant Platform-Europe

## **Argentina**

Adolfo Pérez Esquivel, Premio Nobel de la Paz  
Nora Cortiñas, Mirta Baravalle y Elia Espen, Madres de Plaza de Mayo-Línea Fundadora  
Acción por la diversidad  
Amigos de la Tierra Argentina  
Asociación Argentina de Abogados ambientalistas  
Asociación Civil Árbol de Pie, Bariloche, Río Negro, República Argentina  
ATTAC Argentina  
Aukan Asamblea Ambiental del Sur  
CADTM  
CLATE Confederación Latinoamericana y del Caribe de trabajadores estatales  
Confederación Mapuce de Neuquén  
Corriente Nacional Emancipación Sur  
CTA Autónoma – Central de Trabajadores de la Argentina  
Autónoma- sección Capital Federal  
Diálogo 2000  
EJES – Enlace Por la Justicia Económica y Socioambiental  
FARN – Fundación Ambiente y Recursos Naturales  
Fundación ECOSUR, Ecología, Cultura y Educación desde los Pueblos del Sur.  
Fundación La Hendija de Prana,  
Unidad de Vinculación Ecologista  
Madres de Plaza de Mayo-Línea Fundadora

Marabunta, Corriente Social y Política  
Movimiento popular / Revolucionario  
Multisectorial Antiextractivista  
Multisectorial contra la Hidrofractura en Neuquén  
OPSUR- Observatorio Petrolero Sur  
Secretaria de Derechos Humanos de la Central de Trabajadores de la Argentina  
Autónoma – Seccional Capital Federal  
SERPAJ – Servicio Paz y Justicia

## **Austria**

Attac Austria

## **Belgium**

11.11.11- Umbrella organization of the Flemish North South Movement  
Comité pour le respect des Droits Humains « Daniel GILLARD »

## **Bolivia**

Terra Justa

## **Bosnia y Herzegovina**

Friends of Earth Bosnia y Herzegovina

## **Brazil**

Amigos da Terra Brasil  
HOMA – Centro de Derechos Humanos y Empresas  
MAB – Movimento dos Atingidos por Barragens  
PACS – Instituto Políticas Alternativas para o Cono Sul

## **Canada**

Blue Planet Project  
CDHAL- Comité pour les Droits Humains en Amérique Latine  
Christian Peacemaker Teams  
CISO - Centre international de solidarité ouvrière  
Council of Canadians  
Inter Pares  
KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives  
MiningWatch  
Nobel Women's Initiative  
United Steelworkers

## **Colombia**

Corporación Ecológica y Cultural Penca de Sábila  
Red Vida

**Costa Rica**

COECO Ceiba Amigos de la Tierra  
Costa Rica

**Czech Republic**

Ekumenická akademie

**Democratic Republic of Congo**

COPACO-PRP- Confédération  
Paysanne du Congo-Principal  
Regroupement des Paysans

**Ecuador**

Acción Ecológica  
C D E S - Centro de Derechos  
Económicos y Sociales  
CASCOMI Centro de derechos  
humanos y Monte  
Comisión Ecuménica de derechos  
humanos  
Comité Permanente por la Defensa de  
los Derechos Humanos, CDH  
CONAIE Confederación de  
Nacionalidades Indígenas del Ecuador  
CONFENAIE Confederación de  
Nacionalidades Indígenas de la  
Amazonía Ecuatoriana  
Coordinadora Ecuatoriana de  
Organizaciones para la Defensa de la  
Naturaleza y el Medio Ambiente  
CEDENMA.  
CSMM - Centro de Documentación en  
Derechos Humanos "Segundo Montes  
Mozo S.J."  
Ecuador Decide Mejor Sin TLC  
FIAN Ecuador  
Fundación Pachamama

**El Salvador**

Unión Palestina de América Latina  
CESTA Amigos de la Tierra El Salvador

**Finland**

Emmaus Aurinkotehdas ry  
New Wind Association

**France**

ActionAid France  
Aitec (Association internationale de  
techniciens, experts et chercheurs)  
Alofa Tuvalu  
Amis de la Terre France  
Attac France  
CADTM France  
CCFD-Terre Solidaire

Comité Pauvreté et Politique  
Confédération paysanne  
Coordination EAU Ile de France  
FAL France Amérique latine  
France Libertés – Fondation Danielle  
Mitterrand  
Frantz Fanon Foundation  
Mouvement contre le racisme et pour  
l'amitié des peuples MRAP  
Notre Affaire à Tous  
Réseau Roosevelt-IDF  
Sherpa  
Union syndicale Solidaires

**Germany**

Attac Germany  
Aluna Minga e.V.  
Berliner Wassertisch  
Center for Research and  
Documentation Chile-Latin America-  
FDCL (Berlin)  
GegenStrom – CounterCurrent  
Netzwerk Gerechter Welthandel  
Oficina Ecuménica por la Paz y la  
Justicia e.V.  
Ökumenisches Büro für Frieden und  
Gerechtigkeit e.V. (Oficina Ecuménica  
para la Paz y la Justicia)  
The Hunger Project-Germany  
Werkstatt Ökonomie

**Haití**

Tét Kole ti peyizian Ayisyen  
University of Resistance  
KruHA- People's coalition for the right  
of water

**India**

Anti-Jindal & Anti-POSCO Movement,  
Odisha

**Ireland**

LASC- Latin America Solidarity Centre

**Italy**

CADIS- Camillian Disaster Service  
International  
CDCA – Centro di Documentazione sui  
Conflitti Ambientali  
CEFA -Comitato Europeo per la  
Formazione e l'Agricoltura Onlus  
COMI – Cooperazione per il mondo in  
via di sviluppo  
Eccomi

Engim Internazionale  
FOCSIV – Federation Christian Italian  
NGOs  
Fundaciòn Don Carlo Gnocchi,  
OdV Opere Sociali Marelliane OdV

### **Luxembourg**

ASTM – Action Solidarité Tiers Monde

### **México**

Usuarios del Agua de Saltillo AUAS,  
A.C.

### **Mozambique**

Amizade

### **Nigeria**

Eco-Defenders Network  
ERA Friends of Earth Nigeria  
HOMEF Health of Mother Earth  
Foundation  
Oilwatch  
Peace Point Development Foundation,  
Nigeria

### **The Netherlands**

Bothends  
Code Rood  
Den Haag Fossilvrij  
Friends of the Earth Netherlands  
Klimaatmoeders  
MetaMeta  
Reclame Fossilvrij  
Store Vrouw  
The Water Channel

### **Palestine**

Al Haq  
Al-Amal Association for Childhood and  
Development  
Association for Farmers' Rights and for  
the Preservation of the environment  
Association Jadayel / Palestinian  
Center for Culture, Arts and creativity  
BNC – Palestinian BDS National  
Committee  
Jadayel Foundation  
N'lin Society for Development and  
Community Work  
Palestine Youth Forum  
Palestinian Farmers Society-Tulkarem  
Palestinian Farmers Union  
Palestinian Land Defense Coalition  
Palestinian New Federation of Trade  
Unions (New Unions)

Popular Council to Protect the Jordan  
Valley  
Stop The Wall – Palestinian grassroots  
Anti-Apartheid Wall Campaign  
Women Center for Social Development

### **Peru**

CooperAcción  
Derechos humanos sin fronteras  
Derechos Humanos Sin Fronteras es  
del Perú, región del Cusco.

### **Philipines**

WomanHealth

### **Poland**

IGO – Institute of global Responsibility

### **Portugal**

Plataforma por um Comercio  
Internacional Justo

### **Spain**

Asamblea Provincail Marchas de  
dignidad  
Asociación ELITE Taxis  
Associació Perifèries del món  
Attac España  
CADTM España  
Campanya Catalunya No als Tractats  
de Comerç i Inversió  
CCOO – Confederación Sindical de  
Comisiones Obreras  
Coordinadora de ONG para el  
Desarrollo-España  
Coordinadora de ONGD del Principado  
de Asturias  
Ecologistas en Acción  
Ecologistes en Acció de Catalunya  
Enginyeria Sense Fronteres  
Entrepueblos/Entrepobles/Entrepobos/  
Herriarte  
Esquerra Unida Alicant  
Federació d'Ecologistes en Acció  
Catalunya  
Federación Provincial de la  
Confederación General del Trabajo en  
Alicante,  
Fundación APY  
Medicus mundi España  
Novact – Instituto Internacional para la  
Acción Noviolenta  
Observatorio de Multinacionales en  
América Latina – Paz con Dignidad  
Penedès Amb Palestina

Plataforma contra la pobreza, la  
exclusión y la desigualdad social en  
Alicante  
SETEM catalunya  
Sindicato ELA  
Sindicato UGT España  
SOC-SAT Andalucía  
SOLdePaz.Pachakuti  
Tradener – Transición Democrática del  
Modelo Energético

### **Slovenia**

Focuns Association for Sustainable  
Development

### **Sweden**

Afrikagrupperna  
End Ecocide Sweden  
FIAN Sweden  
Friends of Earth Sweden  
SAL – Solidaridad Suecia -América  
Latina

### **Switzerland**

Centrale sanitaire suisse romande  
Centre Europe-Tiers Monde CETIM  
Collectif Breakfree  
Coordination Climat Justice Sociale  
(Genève)  
Grands parents pour climat  
Incomindios  
Klima-Allianz  
MultiWatch  
Society for Threatened Peoples  
Solifonds

### **UK**

Coal Action Network  
Corporate responsibility coalition CORE  
Eco Nexus  
Global Justice Now  
Global Witness  
IndiaMatters  
London Mining Network  
People & Planet  
The Corner House  
War on Want

### **United States**

Amazon Watch  
Center for Constitutional Rights  
Crude Accountability  
Earth Action  
Grassroots Global Justice Alliance  
Institute for Justice and Democracy in

Haiti  
IPS – Global Economy Program  
Media Alliance  
Michigan Welfare Rights Organization  
National Welfare Rights Union  
No Business With Genocide  
Oxfam  
RAN Rainforest Action Network  
Resist the Pipeline  
Sustainable Obtainable Solutions  
Task Force on the Americas

### **Uruguay**

Gender and Trade Network  
REDES-Amigos de la Tierra Uruguay

